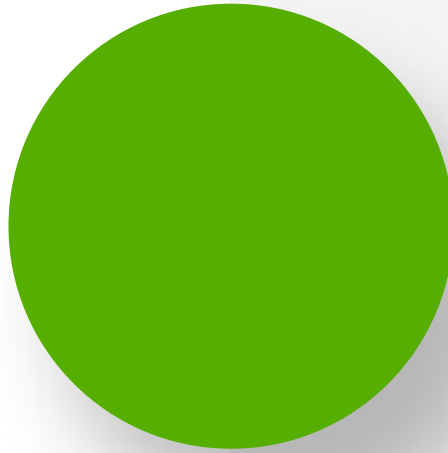


PROGRAMMES

République Démocratique du Congo





Historique

La République démocratique du Congo (RDC) est le pays le plus vaste (2 345 000 km²) et le plus peuplé (80 000 000 hab.) de la région dans laquelle opère l'Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA). L'OSISA y travaille avec un vaste réseau de partenaires actifs sur les questions relatives aux Droits de l'Homme, la démocratie, la bonne gouvernance, l'épineuse question de la gouvernance des ressources naturelles, ainsi que la justice économique. Les premières interventions d'OSISA en RDC datent du début de l'année 2007, durant une période transitoire très critique pour le pays. Le pays émergeait lentement d'une guerre civile longue d'une décennie; un gouvernement de transition composé de tous les anciens groupes de combattants, ainsi que des acteurs de la société civile, avait préparé le pays à ses premières élections multipartites en quarante ans; la guerre civile et les années précédentes de corruption et de mauvaise gestion durant l'ère de Mobutu, avaient conduit à l'affaiblissement, voir à un effondrement total de secteurs entiers de la gouvernance, tels que le système judiciaire, le pouvoir législatif et le secteur

DRC



“

travaille avec un vaste réseau de partenaires actifs sur les questions relatives aux Droits de l'Homme, la démocratie, la bonne gouvernance, l'épineuse question de la gouvernance des ressources naturelles, ainsi que la justice économique

de l'éducation; une nouvelle constitution venait d'être votée par référendum, dont les principaux éléments avaient été négociés en Afrique du Sud en 2002, lors d'un dialogue pour la paix inclusive; et un afflux accru d'aide bilatérale et multilatérale menaçait de placer la reconstruction économique et la stabilité au centre de l'agenda national au détriment de la transparence et de structures de gouvernance saines. Ce contexte a fortement influencé la conception par OSISA de son approche programmatique dans le pays, avec des interventions programmatiques visant à relever trois grands défis.

Premièrement, le besoin urgent de reconstruire le pays après une guerre civile dévastatrice. Cette reconstruction se déroulerait dans le contexte d'une paix fragile, d'un gouvernement de transition doté d'institutions jusqu'à présent inexistantes et dont la capacité de développer et de mettre en œuvre des réformes institutionnelles était extrêmement faible.

Deuxièmement, après de nombreuses années de régime non démocratique dans le pays, il était essentiel que les interventions d'OSISA visent à développer une culture de participation politique effective en construisant et en renforçant des institutions indépendantes de la société civile.

Troisièmement, face à la fragilité et à la faiblesse du gouvernement et de ses institutions, OSISA a également cherché à fournir un soutien technique et financier direct aux principales institutions démocratiques.

Les immenses richesses naturelles du pays, qui était l'une des raisons de la guerre civile, était des sources de préoccupation. Selon l'analyse de bon nombre de ses partenaires, OSISA estimait que toute solution durable au conflit en RDC supposait une résolution durable de la question des ressources naturelles, un État légitime et un gouvernement efficace, une industrie extractive transparente et une plus grande transparence dans la génération et la gestion des revenus.

Engagement et rôle de l'OSISA en RDC

Depuis 2010, un bureau d'OSISA est pleinement opérationnel en RDC. L'objectif général du programme OSISA en RDC est de promouvoir l'émergence d'une société démocratique, respectueuse des droits de l'homme et de la primauté du droit. Cela se fait par l'appui à la constitution d'un mouvement de la société civile dynamique, professionnel et franc, capable d'intervenir dans tous les domaines de la vie et de dialoguer avec le gouvernement pour contribuer de manière constructive à l'élaboration, ainsi qu'à la surveillance de la mise en œuvre des politiques publiques et la gouvernance du pays. Dans certains cas, lorsque les opportunités et les circonstances l'ont permis, OSISA a travaillé directement avec les institutions gouvernementales afin de promouvoir les idéaux de société ouverte, liés notamment à une plus grande transparence dans la gestion des ressources naturelles.

OSISA a construit sa programmation en RDC autour des objectifs suivants :

- 1) Promotion et consolidation des mécanismes et des institutions démocratiques.
- 2) Soutien à la réforme judiciaire et la lutte contre l'impunité.
- 3) Promotion des droits de l'homme et la liberté des médias.
- 4) Plaidoyer en faveur de la prestation de services de base de qualité, y compris l'éducation.
- 5) Promotion de l'engagement des citoyens, afin d'encourager la transparence dans la gestion des finances publiques et une gouvernance redevable dans le secteur des ressources naturelles.
- 6) Promotion de l'égalité des sexes, en particulier des causes qui font progresser les droits des femmes.

Deux objectifs sous-jacents recourent chacun de ces domaines d'intervention clés et méritent une attention particulière : (i) la (re)construction d'institutions fortes de la société civile et (ii) la constitution d'un mouvement de citoyens capable de participer à la formulation et au suivi des politiques économiques.

Bâtir des institutions fortes de la société civile

La société civile jadis vibrante dans le Zaïre d'alors est largement créditée pour avoir favorisé le mouvement pro-démocratie du début des années 90. Elle était composée d'une variété d'associations de base, d'organisations confessionnelles, de syndicats, d'ONG formelles et d'associations professionnelles telles que celles des avocats (Ordre des Avocats) et des médecins (Ordre des Médecins) prônant le changement dans tous les domaines de politique publique. Deux phénomènes liés ont contribué à l'affaiblissement continu du mouvement de la société civile.

Premièrement, un certain nombre de dirigeants de la société civile sont entrés dans la politique pour poursuivre leur lutte « de l'intérieur », en particulier après l'accord de paix inclusif de 2002. Dans la plupart des cas, ils ont laissé derrière eux des organisations de la société civile plus faibles dirigées par des militants de second rang et inexpérimentés. Deuxièmement, les ONG internationales (ONGI) ont ouvert des bureaux-pays au cours de la première moitié des années 2000 pour travailler sur les mêmes questions que les ONG nationales. En plus de drainer les ressources financières auparavant disponibles pour les ONG nationales (principalement en raison de leurs meilleures compétences en matière de mobilisation de fonds et de leur familiarité avec les donateurs), ces ONGI ont également épuisé leurs ressources humaines en recrutant les militants locaux les plus compétents.

OSISA a cherché à inverser cette tendance en aidant la société civile à recruter et/ou à fidéliser du personnel compétent ; à acquérir la capacité d'attirer et de retenir des ressources financières suffisantes ; et à acquérir les capacités techniques nécessaires pour effectuer des analyses critiques dans leurs domaines d'activité, ainsi que pour les techniques de plaidoyer et de mobilisation des

fonds. Nous avons poursuivi cet objectif en fournissant i) des subventions de démarrage pour aider les nouvelles/faibles institutions à se développer ; ii) appui institutionnel pour renforcer les activités d'organisations plus fortes ; et iii) des ressources pour le renforcement des capacités dans divers domaines techniques essentiels au développement des organisations de la société civile. Cela a positionné OSISA comme une institution unique octroyant des subventions en RDC, tout en nous permettant de nous engager dans de nouvelles perspectives qui correspondent au contexte en constante évolution qui caractérise le pays.

Le fait que OSISA soutienne directement les ONG locales, alors que d'autres donateurs privés et publics préfèrent financer des ONG internationales a permis à OSISA de contribuer réellement au développement institutionnel de ces ONG et de fournir un espace pour leur croissance et leur visibilité. OSISA travaille également avec de nouveaux acteurs qui offrent des approches innovantes, mais qui ne recevraient jamais de financement sans notre soutien.

Economie, transparence et redevabilité

Bien que la société civile ait toujours été militante dans la plupart des domaines de la politique publique, les citoyens n'ont pratiquement pas participé aux politiques économiques annoncées et mises en œuvre par le gouvernement. Les interventions précoces d'OSISA à travers le Southern Africa Resources Watch (SARW) ont ciblé l'industrie extractive, en raison de son importance dans l'économie congolaise, de son impact sur la transparence et la redevabilité de la gouvernance au sens large, ainsi que sur ses implications pour la paix et la stabilité du pays. Nos interventions, qui ont commencé depuis 2007 ont abouti à la construction d'un mouvement relativement

prolifère dans l'industrie extractive, composé d'organisations de base vocales, de structures confessionnelles et de groupes de la société civile formels. Forts des leçons apprises du travail dans l'industrie extractive, nous avons mis en œuvre un programme sur la justice économique et sociale qui vise à faire participer le public et à assurer la transparence dans le processus d'élaboration du budget de l'État, en particulier la transparence des finances publiques dans les secteurs clés, comme l'éducation et la santé, ainsi que la lutte contre la corruption.

Engagement accru de la société civile dans les réformes institutionnelles

OSISA peut être partiellement créditée pour avoir contribué à l'émergence d'un mouvement croissant de la société civile susceptible d'influer positivement sur les changements. Deux cas peuvent illustrer cette nouvelle dynamique - l'activisme de la société civile dans la gouvernance des ressources naturelles et dans la gestion électorale. La société civile congolaise s'est battue pour son inclusion dans les questions de gestion des ressources naturelles. Elle bénéficie maintenant de son engagement en attirant l'attention des autorités congolaises. Le fait qu'elle ait pu pour la première fois jouer un rôle direct et critique dans les processus de révision du code minier congolais, ainsi que du code des hydrocarbures en est la preuve. Leur capacité à proposer des alternatives et des idées crédibles en font désormais de véritables partenaires du gouvernement sur ces questions.

Il en va de même pour les questions électorales, où la société civile a pu tirer les leçons des expériences passées - entre les élections de 2006 et 2011 - et a joué un rôle crucial dans le processus de réforme électorale et l'analyse des questions électorales. Cela montre qu'au-delà de l'image complexe du pays, il existe des espaces pour apporter des changements et saisir les occasions de parvenir à des résultats positifs. De nombreux programmes sur la démocratie ou de renforcement de l'État sont

mis en œuvre par des responsables ou des organisations étrangères. Ces responsables et ces organisations doivent premièrement améliorer leur compréhension de la situation géopolitique, sociale et économique en RDC, ce qui rend l'approche d'OSISA consistant à encourager les peuples d'un certain contexte à travailler avec des partenaires publics auxquels ils ont un meilleur accès, plus efficaces.





Programmes

Démocratie et Gouvernance

Afin de promouvoir la participation inclusive, les interventions d'OSISA en RDC encouragent la participation des groupes les plus marginalisés tels que les jeunes et les femmes. Nos activités sont axées sur l'intégrité des processus électoraux, ainsi que sur des interventions visant à accroître la participation qualitative et quantitative à la gouvernance. À travers diverses initiatives et interventions, OSISA promeut une participation politique de qualité des citoyens par le soutien à la recherche, au monitoring des processus électoraux, au renforcement des capacités d'acteurs engagés et à l'octroi de subventions stratégiques. En termes de gouvernance, OSISA soutient les initiatives visant à renforcer la redevabilité, la transparence et la lutte contre la corruption par l'accès à l'information, le soutien au journalisme indépendant, le renforcement des capacités et le partenariat avec les institutions de contrôle nationales.

Justice économique et sociale

Les interventions d'OSISA dans ce secteur consistent à renforcer les capacités des parties prenantes dans l'analyse des politiques publiques, notamment en ce qui concerne la jouissance et l'exercice effectifs des droits économiques et sociaux. Un accent particulier est mis sur le secteur de la santé, l'éducation, l'accès à la terre et l'impact du changement climatique et des industries extractives sur la résilience des petits agriculteurs et les communautés affectées. La

volonté d'être en phase avec l'évolution de la situation sur le terrain, justifie de plus en plus un engagement plus soutenu en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes et les économies alternatives, pour relever les défis du taux de chômage impressionnant en RDC, comme ailleurs dans la région. Nous nous intéresserons également aux projets mettant l'accent sur l'utilisation de l'art et de la culture comme vecteurs de la diffusion d'idées, de l'amplification de la voix et du traitement des préoccupations dans le domaine de la justice économique et sociale.

Justice, Droits de l'homme et Etat de droit

Les interventions de l'OSISA dans ce secteur porteront sur la promotion et la défense des droits de l'homme. Cela implique de veiller à la sécurité et à la liberté d'action de ceux qui défendent et promeuvent leurs droits. Cela implique également une étroite collaboration avec les institutions responsables de la mise en œuvre des stratégies de défense et de promotion des droits de l'homme, y compris les auxiliaires de la justice et les principaux ministères. Nous serons également particulièrement intéressés par les initiatives et les projets impliquant une approche favorisant l'intégration d'une culture des Droits de l'Homme dans le milieu des affaires. Dans le secteur de la justice, OSISA promeut l'accès à la justice par le biais de diverses initiatives, notamment la recherche, le plaidoyer et l'octroi de subventions stratégiques, afin de contribuer aux réformes et d'accroître l'accès des plus vulnérables à la justice.



Modalités d'action

Octroi de subvention

OSISA fournit des subventions aux organisations locales de la société civile et aux institutions de l'État. Dans certains cas, OSISA peut mettre en œuvre ses propres initiatives par le biais de projets opérationnels. OSISA donne la priorité de son soutien aux organisations locales de la société civile. Il ne peut octroyer de subventions à des ONG internationales qu'à titre exceptionnel uniquement si :

- Il n'y a pas d'organisation locale capable de mettre en œuvre l'action ;
- L'ONG internationale justifie un partenariat et une participation substantielle d'une organisation locale à toutes les étapes du projet ;
- L'organisation internationale démontre la volonté et les moyens de transmission des connaissances aux organisations locales ;
- Dans la mesure où il y a un partage des responsabilités entre les ONG internationales et locales.

En aucun cas, OSISA n'accorde des subventions à des partis politiques ou à des activités de campagne dans le but d'exercer un mandat politique. Elle ne peut soutenir que des activités ayant des objectifs légitimes.

Renforcement de capacité

OSISA met en œuvre directement ou soutient via ses partenaires plusieurs activités visant à accroître les capacités techniques et les compétences des organisations de la société civile.

Plaidoyer

OSISA a également identifié une niche dans le soutien et l'accompagnement des partenaires civiques dans le plaidoyer aux niveaux national, régional et international et, le cas échéant, en amplifiant leurs voix, en vue de permettre à la RDC d'avoir une paix durable, de promouvoir la démocratie et d'accroître les chances de prospérité économique.

Production de connaissances

La production de connaissances reste une composante importante de l'ensemble de notre travail. Par conséquent, OSISA soutient ou met en œuvre une initiative de recherche dans les domaines de la démocratie et de la gouvernance, de la justice économique et sociale, de la justice et des droits de l'homme, ainsi que des ressources naturelles. Nous pensons qu'une programmation sérieuse devrait être basée sur des preuves empiriques pour soutenir et justifier nos interventions stratégiques.

1 Hood Avenue/148
Jan Smuts; Rosebank,
GP 2196; South Africa

Phone

T. +27 (0)11 587 5000

F. +27 (0)11 587 5099

 Open Society Initiative
for Southern Africa

 OSISA

 OSISA

www.osisa.org